

Séance du 20 Février 2017

Les monuments de Gambetta et de Ferry, une mémoire de la République

Pierre BARRAL

Académie des Sciences et Lettres de Montpellier

MOTS-CLES

Troisième République, Gambetta, Jules Ferry, Monuments.

RESUME

La Troisième République a célébré ses fondateurs en leur élevant des monuments spectaculaires. Celui de Gambetta à Paris glorifie surtout le champion de la Défense nationale, celui de Ferry à Saint-Dié glorifie parallèlement son action scolaire et son action coloniale. Dans la mémoire collective, l'apport sémiologique des effigies complète ainsi l'apport rhétorique des discours.

Tous les régimes politiques honorent les grands hommes qui les ont fondés, afin de conférer à l'exercice brut du pouvoir un surcroît de légitimité. Il en fut bien ainsi en France sous la Troisième République : établie par un combat long et incertain, elle vénéra pieusement les mémoires de Gambetta comme de Jules Ferry. De ce culte civique, je voudrais aujourd'hui considérer les monuments et scruter leur message, en m'inspirant de l'orientation donnée par mon collègue et ami Maurice Agulhon, l'esprit le plus original de notre génération d'historiens.

Le monument de Gambetta à Paris :

Le 2 janvier 1883, les journaux, bordés de noir, annoncent en gros titres « GAMBETTA EST MORT ! » Il a succombé à une infection mal soignée. C'est pour le public français un coup de tonnerre inattendu. On savait qu'il s'était blessé accidentellement, mais on le croyait en convalescence. Il n'avait que quarante-trois ans et, comme plus tard pour John Kennedy, cette disparition brutale suscite une immense émotion. Quoiqu'il ne fût plus alors au pouvoir, les ministres en place, des seconds couteaux, se sentent tenus d'accorder des funérailles nationales à « ce citoyen dévoué, intègre, d'une intelligence si élevée et d'une âme si haute ; orateur d'une incomparable puissance ». Une foule considérable accompagne le cercueil dans une imposante procession à travers la capitale. Les fidèles voudraient pour leur héros un tombeau parisien, « au cœur de la France ». Victor Hugo lui-même, avec son immense prestige, insiste en ce sens auprès de « Gambetta père ». C'est en vain, car ce patriarcat inflexible impose la sépulture définitive à Nice, où il vit désormais

Jules Ferry avait été très proche de Gambetta pendant l'opposition à l'Empire, puis, quand les républicains avaient accédé au pouvoir, il avait marqué quelque distance : à la fois par désaccord sur la tactique et par rivalité de personnes. Le 8 janvier, il écrit à son frère : « Il avait du génie politique et c'est le plus rare dans notre pays. Sa personnalité exubérante, dont l'opinion, surtout à l'étranger, exagérait encore

l'activité, gênait souvent le gouvernement : il n'était pas lui-même très propre à gouverner, mais quelle sécurité de le savoir là, comme réserve ! ». Quand Ferry forme son second cabinet, deux mois plus tard, il a l'habileté d'y faire place à plusieurs proches de son ami et rival. Et dès avril 1884, il préside en personne l'inauguration d'un monument à Cahors, la ville natale. Son discours met l'accent sur « le héros de la Défense nationale » face à l'invasion prussienne. Il le glorifie pour avoir été dans la tempête, « plus que le bras, l'âme de la France ». Il proclame que « l'amour, le culte, oserais-je dire la folie sublime de la patrie [...] fut la passion maîtresse, la flamme incomparable de ce cœur débordant. »

Dans tout le pays, des centaines d'avenues reçoivent immédiatement le nom de l'illustre défunt. Si les fidèles du tribun se recueillent dans sa maison de Ville d'Avray à chaque anniversaire de sa mort, ils tiennent à honorer dignement leur héros dans la capitale. On s'empresse pour y faire élever un monument à sa mémoire. On réserve l'emplacement dans un site prestigieux de l'État, la cour Napoléon au Louvre, en face de l'Arc de Triomphe du Carrousel, et on lance une souscription nationale qui rassemble la somme imposante de 380 000 francs. Un concours en deux phases sélectionne un projet présenté par l'architecte Boileau et par le sculpteur Aubé, qui est réalisé assez rapidement.

Le monument a disparu aujourd'hui, je vous dirai comment, et je ne puis donc vous présenter qu'une vieille reproduction.

L'ouvrage se présente sous la forme imposante d'un pylône de pierre efflanqué de 27 mètres de haut, chargé de sujets démonstratifs. Au sommet, une allégorie de la Démocratie, appuyée sur un aigle, brandit la Déclaration des Droits de l'Homme. Des deux côtés de la base, deux statues de bronze symbolisent la Force et la Vérité. Et, au centre se détache la fière silhouette du héros.

C'est le ministre de la Défense nationale qui, après le désastre de Sedan, tente dans un effort désespéré de lever des armées pour sauver la patrie. Gambetta en redingote, pointe le doigt vers l'envahisseur. Au-dessus de lui, un drapeau, brandi dans le sens de son geste, souligne le mouvement. À ses pieds, tandis que tombe un soldat blessé, un marin se dresse et un citoyen accourt à l'aide (Figure 1)



Figure 1 : Monument de Gambetta au Louvre

Les auteurs du monument ont été formés dans une tradition qui, loin d'encourager l'originalité, reprend volontiers les intentions esthétiques des artistes reconnus. Empreints de cet académisme, ils se sont visiblement inspirés de deux œuvres classiques, très connues, que nous admirons encore aujourd'hui.

D'une part, le pylône rappelle la pyramide dressée par Pigalle dans l'église luthérienne Saint Thomas de Strasbourg, avec le maréchal de Saxe debout devant les drapeaux de la bataille de Fontenoy.

D'autre part, on retrouve dans l'élan impétueux de la statue et de ses accessoires, le modèle du bas-relief de Rude à l'Arc de Triomphe, de ce *Départ des Volontaire* qu'on appelle habituellement *La Marseillaise*.

L'architecte Boileau veut transmettre un message politique : « la statuaire est là comme l'image dans le journal illustré ». Et le caractère démonstratif du monument est explicité par l'inscription sur les flancs de citations de ses plus fameux discours. Ces batailles du verbe sont célébrées comme le furent sur l'Arc de Triomphe les victoires de Napoléon. L'orateur éloquent de la paix est ainsi célébré en même temps que le ministre patriote de la guerre. Une dédicace le souligne : « À Gambetta la Patrie et la République ». Car, après le champion de la patrie dans le terrible hiver 1870-1871, on veut célébrer également le prophète de la démocratie sous les incertitudes constitutionnelles. Mais on ne parle pas de son rôle dans les débats parlementaires qui ont suivi. Car, quand la paix fut retrouvée et quand la République fut établie, les discordes entre républicains l'écartèrent du pouvoir et il ne dirigea le gouvernement que pendant un bref intermède de deux mois.

L'inauguration du monument, le 13 juillet 1888, mobilise de forts détachements militaires et les discours officiels y exaltent surtout « la légende sacrée » de la Défense nationale. Eugène Spuller, président du comité, revendique fièrement pour le héros l'épithète de « fou furieux » dont les malveillants qualifiaient son ardeur inlassable. Le ministre de la Guerre Freycinet, qui avait été son adjoint dans ce combat, évoque la rénovation récente de l'armée : « tu reconnaîtrais en elle cette flamme immortelle que tu portais en toi ». Et une brochure d'époque le loue d'avoir su « jeter aux quatre vents une sonnerie de clairon assez forte pour qu'ils l'entendent chanter au plus profond de leur cœur, les fils des volontaires de Jemmapes [sous la Révolution] et des triomphateurs d'Iéna [sous Napoléon] ».

La conjoncture politique se manifeste en sourdine : à ce moment, la crise boulangiste semble menacer le régime. Or, le matin même, Charles Floquet, le chef du gouvernement, s'est battu en duel avec Boulanger, et surprise ! L'avocat grassouillet a blessé le bouillant militaire. Un jeune boulangiste qui deviendra célèbre, Maurice Barrès, peindra avec ironie Floquet fanfaronnant devant le Tout Paris républicain, « très félicité, un peu exalté par tous les mouvements de son âme dans les quarante-huit heures, il se fendait le bras, s'effaçait, expliquait par quel dégagement il avait eu raison du Général ». Dans *L'Appel au soldat*, Barrès se moquera également de tous les « individus insouciantes et durs qui grouillaient sur cette estrade avec le sans-gêne et la vulgarité d'une réunion de chasseurs », mais lui aussi rendra hommage à « Gambetta, représentatif du patriotisme quand même, de la foi obstinée en la patrie ».

Le monument de Jules Ferry à Saint Dié :

En 1885, Jules Ferry est chassé du pouvoir dans une séance dramatique de la Chambre qui est restée célèbre, et peu après des manœuvres locales le font battre dans

sa circonscription de député. Double désaveu humiliant que, dans sa culture classique, il a qualifié d'« ostracisme ». Mais il retrouve ensuite un siège au Sénat et il vient même d'accéder à la présidence de la Haute Assemblée, quand il succombe à son tour en 1893, à soixante et un ans. Son compatriote Jules Méline, compagnon de ses combats à Paris comme dans les Vosges, commente avec lyrisme : « Le soldat verse son sang tout d'un coup. L'homme public verse le sien goutte à goutte ». Les obsèques solennelles sont purement civiles, comme il l'a demandé (« Je ne veux, bien entendu, d'aucun prêtre à mes funérailles »). Et dès 1896, un monument lui est érigé à Saint Dié, sa ville natale. Un noyau de fidèles a lancé une souscription publique et confié l'exécution à un sculpteur toulousain alors réputé, Antonin Mercié.

À l'inauguration du monument Gambetta, Jules Méline, qui présidait la Chambre, avait prononcé au nom de la Chambre « un hommage sans fiel ». Lors de l'inauguration du monument Ferry, il est devenu le chef d'un gouvernement orienté contre l'extrême gauche des « radicaux ». C'est lui qui préside la cérémonie, assisté de deux de ses ministres. Alfred Rambaud, qui a reçu l'Instruction publique, développe un éloge qui annonce la biographie apologétique qu'il publiera peu après. Gabriel Hanotaux, autre historien de métier, détient les Affaires Étrangères. Dans son discours, il reconnaît certes à Gambetta « un jugement droit, une autorité native et une éloquence qui n'était que l'explosion de son âme généreuse, jette, comme des brandons, les idées et les formules qui enflamment ou éclairent l'avenir ». Mais il place implicitement au-dessus de lui le héros du jour, Ferry, pour avoir gouverné trois ans avec efficacité. « Il reste de lui des œuvres, dit-il, et son caractère imprime à tout ce qu'il touche la marque d'une volonté capable d'organiser, pour l'action, les idées d'un parti qui – les autres disparus – l'avait reconnu comme chef ». Un autre ancien de son cabinet, Barthélémy Saint Hilaire, juge ailleurs que « son éloquence ne possédait peut-être pas l'envolée des discours du tribun qui enflammait les masses ; mais, plus pondérée, elle n'en était, au fond, pas moins puissante comme effet produit ».

La famille est bien présente. Le recueil des *Discours* signale que Charles Ferry, banquier prospère, le frère et le second, a fait en cette circonstance un don substantiel pour l'agrandissement de l'hôpital. Et si Madame Jules Ferry se veut discrète, son mari l'a saluée dans son testament comme « la compagne de mon esprit et la lumière de ma conscience ». Pour l'iconographie de l'ouvrage, on peut être certain que sa forte personnalité a surveillé de près la formulation de la commande (comme elle le fera pour l'édition des discours, puis pour la publication de la correspondance). Le monument de Saint Dié nous transmet donc un message politique d'une authenticité contrôlée. Dans son expression symbolique, il proclame comment Jules Ferry lui-même voyait au terme de sa vie ce qu'il avait voulu faire en exerçant le pouvoir.

Sur un socle très élevé, se dresse le héros en redingote, au visage encadré de favoris, les bras croisés derrière le dos. Avec un calme résolu, il regarde vers l'horizon. C'est d'abord un horizon proche, la couronne de sommets que suit la frontière imposée par le vainqueur de 1871. Au-delà, l'Alsace perdue constitue pour lui un monde familier, celui de sa jeunesse de lycéen à Strasbourg, celui de son mariage dans la famille Kestner à Thann, celui de fréquents séjours d'été. Et il a choisi pour sa sépulture le majestueux cimetière de Saint Dié, « en face, a-t-il écrit, de cette ligne bleue des Vosges d'où monte jusqu'à mon cœur fidèle la plainte touchante des vaincus ». Phrase modelée par son œil de peintre, qui est devenue proverbiale pour qualifier cette cicatrice de l'Histoire (Figure 2).



Figure 2 : Monument de Jules Ferry à Saint Dié

Cependant comme Gambetta, Ferry ne songe nullement à une proche guerre de revanche, qui serait une aventure terriblement imprudente. S'il a proclamé à la Chambre le 18 juillet 1885 sa volonté de voir « la France grande en toute chose », s'il a refusé de la laisser « tomber du premier rang au troisième ou au quatrième », c'est par une action résolue outre-mer qu'il a cherché à rétablir la force et le prestige de la Patrie. Sans se tenir « à l'écart de toutes les combinaisons européennes », « il faut, a-t-il dit, que notre pays se mette en mesure de faire ce que font tous les autres », « puisque la politique d'expansion coloniale est le mobile général qui emporte, à l'heure qu'il est, toutes les puissances ». L'horizon que contemple son effigie s'étend donc également à des milliers de kilomètres vers l'Indochine lointaine.

– Ceci est indiqué par une carte géographique, posée sur une borne en arrière, qui représente le Tonkin, ce territoire conquis pendant son second cabinet, contre une résistance appuyée par la Chine impériale et aussi malgré les oppositions conjointes en

France de la droite et de l'extrême gauche. C'est là une reprise implicite d'un texte de 1890 : « Je revendique fièrement le titre de *Tonkinois*, par lequel les méchants et les sots croient me faire outrage ».

– Ce thème patriotique est également indiqué par le grand drapeau que brandit devant le socle une allégorie de la France, ceinte d'une cuirasse, dont Ferry s'est toujours voulu le champion. Cette silhouette féminine incarne en même temps la République, qu'il a contribué à fonder, car elle est coiffée du bonnet phrygien. Son regard admiratif vers le Vosgien marque une sûre confiance en un serviteur fidèle et l'attitude qui lui est attribuée symbolise l'esprit de l'action gouvernementale qu'il a menée. Le sujet central associe en effet deux jeunes garçons : un écolier français assis, habillé en petit paysan de l'époque, et, penché sur lui avec sympathie, un enfant asiatique en costume traditionnel, « un Annamite » disait-on alors, pour nous un Vietnamien. Du geste large de son bras droit, la figure de la République française les présente l'un à l'autre et les encourage à être amis. Hommage est rendu au héros à la fois pour son œuvre scolaire et pour ses conquêtes outre-mer (Figure 3).



Figure 3 : Socle du monument de Jules Ferry à Saint Dié : la République et ses enfants

Et le sens profond de cette scène est explicité par le parallélisme strict d'inscriptions concises insérées sur deux écussons; « Instruction populaire », avec une palme académique, et « Expansion coloniale », avec un laurier victorieux. Ces orientations qui s'opposent à nos yeux apparaissent au contraire à Jules Ferry comme les volets jumeaux d'un même projet gouvernemental aux motivations humanistes et humanitaires : transmettre les lumières de la Raison aux êtres qui ne les possèdent pas encore, donc aux « indigènes » d'outre-mer de même qu'aux enfants de la métropole.

Des textes de Ferry explicitent cette conception éducatrice de la colonisation, que justifierait un retard culturel dans le développement des civilisations outre-mer. Il a ainsi écrit en 1882 : « Si la Providence a daigné nous confier une mission en nous rendant maîtres de toute la terre, cette mission consiste non pas à réaliser une fusion impossible de toutes les races, mais simplement à répandre ou à réveiller au sein des autres races les notions supérieures dont nous avons gardé le dépôt ». Notons que ce terme de « races » distingue alors les populations dans une acception très large, sans la spécification biologique qu'il charrie aujourd'hui. Il n'y a chez les Vosgiens aucun racisme ethnique qui condamnerait irrémédiablement des populations de nature inférieure. C'est « un devoir supérieur de civilisation », répète-t-il devant les députés le 27 mars 1884, qui légitime « le droit d'aller chez les Barbares » pour les élever au niveau culturel de l'Europe.

Et la mission comporte des devoirs. Soucieux de justice en même temps que d'efficacité, Ferry voudrait que la mise en valeur des colonies se concilie avec le respect de leurs populations. Or, à la fin de sa vie, écarté du pouvoir, il déplore des déficiences. Voyageant en Algérie en 1887, il avait exulté : « Il y a trente ans, la Mitidja ne produisait que des fièvres, du palmier nain et des balles arabes. Aujourd'hui, c'est le jardin du monde ». Y revenant trois ans plus tard, il se révolte de constater « quelque chose qui n'est pas digne de la France, qui n'est ni de bonne justice, ni de politique clairvoyante », « ces tribus lamentables que la colonisation refoule, que le séquestre écrase, que le régime forestier pourchasse et appauvrit ». « Assurément, proclame-t-il alors au Sénat, l'assimilation au sens absolu, c'est l'œuvre des siècles, mais l'œuvre civilisatrice qui consiste à relever l'indigène, à lui tendre la main, à le civiliser, c'est l'œuvre quotidienne d'une grande nation ». Et, dans l'esprit de la Révolution française, cette perspective d'assimilation s'adresse à l'individu, non à une communauté en corps.

Reconnaissons certes que ce programme développé outre-mer, imbu de bonne conscience, ignore et dédaigne les traditions propres et anciennes de l'Asie comme de l'Afrique. Dans la correspondance privée, il affleure même des expressions méprisantes envers les dirigeants chinois. On peut déceler et regretter un préjugé « paternaliste » comparable à celui des industriels de l'époque envers leurs ouvriers. En outre, il n'est proposé aucune perspective d'émancipation pour l'avenir, lorsque l'œuvre civilisatrice aura mûri chez les sujets de l'Empire : à cet égard, le maréchal Lyautey, proconsul de la génération suivante, se montrera plus lucide dans une réflexion de 1921.

L'évolution de l'hommage

Dans les années qui suivent, d'autres monuments surgissent encore. Pour Gambetta, c'est en 1891 à Ville d'Avray où il mourut, à l'appel d'originaires des provinces perdues. Avec de fortes contributions d'industriels mulhousiens, « Les Alsaciens et les Lorrains reconnaissants » mettent en place une œuvre du Colmarien Bartholdi. À Narbonne et à Cavailon, des initiatives locales dressent des bustes. Bordeaux, où s'acheva la campagne de « l'hiver terrible », érige une statue en 1905 avec l'inscription « en souvenir de la Défense nationale ». Nice, où se trouve la tombe familiale, fait de même en 1909 ; Clemenceau, jadis âpre critique, maintenant président du Conseil, ne manque pas de saluer ce jour-là « les jeunes espérances trahies par le destin » en 1871, puis « les luttes oratoires, comme il n'en est pas de plus grandes, de plus belles, de plus fécondes ». Et Saïgon même s'offre une copie simplifiée de la statue de Cahors.

Pour Ferry, les monuments érigés à cette époque à Tunis et à Haiphong exaltent évidemment par priorité le champion de la colonisation, mais ils font aussi place à des enfants apprenant à lire.

Le monument parisien des Tuileries est suscité par la Ligue de l'Enseignement en 1911. Devant le ministre à la tribune il place une institutrice et un enfant. On a même invité chaque écolier à donner un sou à la souscription et, pour l'inauguration, on a fait défiler 1 500 enfants, deux par arrondissement, en costume des villes provinces. Le thème de l'œuvre scolaire est prédominant, mais au dos une cartouche « Tunisie. Tonkin. Madagascar » y insère une référence à l'action outre-mer.

L'enseignement de l'école républicaine fait une large place à l'épopée de ces grands ancêtres, en développant conjointement le thème patriotique et le thème scolaire. Pour le « petit Lavisse » de 1895, manuel très diffusé, Gambetta « avait la voix forte, le geste décidé et énergique, la parole entraînante. [...] Mais Gambetta était autre chose encore qu'un grand orateur. C'était avant tout un admirable citoyen. [Face à l'invasion], il fut l'âme de la défense. Il sut trouver des officiers, des soldats, des munitions. [Après la guerre], il fut [...] le véritable fondateur de la République en France ». Ceci se résumait dans la qualification populiste de « fils d'un petit épicier de Cahors ». Charles Péguy se remémorera cette « formule qu'on nous disait avec bonheur et que j'ai entendue tout petit, assis sur les bancs de l'école primaire » (*Revue Blanche*, 1899). Sur un ton plus retenu, Jules Ferry est également honoré. À la fois pour avoir créé et organisé « l'enseignement gratuit, laïc et obligatoire », et pour avoir su « agrandir la France sur les continents lointains », en constituant « dans un coin de l'Asie et dans presque une moitié de l'Afrique un vaste Empire colonial ».

En 1914, l'heure de la Revanche semble venue. On ne manque pas d'invoquer le souvenir des deux leaders qui avaient sauvé l'honneur dans le combat malheureux de l'« Année Terrible ». À défaut de fils, les neveux se distinguent avec éclat dans la nouvelle épreuve. Abel Ferry s'est écrié « Je ferai ce que mon nom oblige » ; il s'engage à un double titre, comme un officier combattant au front et comme un député critiquant les états-majors. Promu « délégué au contrôle des armées », il est en septembre 1918 mortellement blessé sur le front. À ce moment, le général de cavalerie qui se fait appeler Jouinot-Gambetta enlève avec panache en Orient aux ennemis bulgares la ville d'Uskub (aujourd'hui Skoplje). Et, quand la victoire assure le retour des provinces perdues un geste symbolique paraît s'imposer : le cœur de Gambetta est transféré au Panthéon en grande pompe, en présence des derniers compagnons survivants.

Le temps s'écoule et les historiens continuent de travailler. Mais, à l'échéance des centenaires, dans les années 1980, il apparaît qu'après un siècle de turbulences contrastées, la Troisième République s'estompe dans la mémoire collective de la nation. Et aussi qu'il s'est opéré insensiblement un reclassement de prestige entre les deux grands ancêtres.

Pour Gambetta, la famille s'est éteinte et seul un noyau restreint d'admirateurs entretient encore son souvenir. Le héros de naguère est maintenant ignoré des manuels scolaires du Primaire et à peine cité dans ceux du Secondaire. Parmi les dirigeants de la Cité, les plus attachés à l'Histoire, un Charles de Gaulle, un Michel Debré, un Jean-Pierre Chevènement, le saluent toujours comme un patriote fervent et comme un républicain résolu. Mais, pour le Français moyen, le nom de Gambetta n'est plus associé qu'à la toponymie urbaine. Il désigne encore en France plus d'un millier de rues, ce qui le place au huitième rang des personnalités ainsi honorées. Et sa sonorité s'entend dans la désignation de cafés, de magasins et d'arrêts d'autobus.

Le monument parisien n'a pas survécu, je l'ai dit. Sous l'occupation, il a d'abord perdu, pour la récupération du bronze, les allégories qui le décoraient. Puis

sous la Quatrième République, on a voulu créer un parking pour les voitures dans la Cour du Louvre. On a donc démonté sans pitié le pylône gênant et d'un style obsolète. Puis en 1983 est survenu le centenaire de la mort. Le Premier ministre Pierre Mauroy, qui avait enseigné l'histoire dans sa jeunesse, a fait rechercher l'œuvre disgraciée. Mais il n'a pu récupérer que le sujet central, la statue, et il l'a installée dans un square du XXème arrondissement, où elle est oubliée. Les effigies de Bordeaux et de Nice ont été sacrifiées de même aux exigences de la circulation automobile.

Avec la statue de Ville d'Avray, située dans une banlieue peu accessible celle de Cahors subsiste, bien placée au cœur de la ville natale. Mais le musée municipal a refoulé dans sa réserve les souvenirs de son fils jadis illustre. Et sur la carte postale, qui est proposée aux touristes, le monument retient moins le regard que le départ en ballon de Paris assiégé, épisode insolite et sportif, traité dans le style coloré d'une bande dessinée (Figure 4).



Figure 4 : Carte postale d'aujourd'hui à Cahors

Pour Jules Ferry, la postérité est plus bienveillante. Sa petite nièce Fresnette Pisani-Ferry a publié plusieurs livres, avant de léguer ses papiers privés aux Archives des Vosges ; son arrière petit neveu Jean Pisani-Ferry a animé une cellule de réflexion économique, *Bruegel*, puis sous la présidence Hollande une mission officielle de planification, *France Stratégie*, et actuellement il élabore le programme du candidat Emmanuel Macron. Plus puissant encore est l'engagement du complexe syndical et associatif qui défend l'esprit de laïcité, à l'école et dans l'Etat. Aux moments de conflit, ses dirigeants convoquent souvent des rassemblements dans la ville natale de Ferry. Pierre Mendès-France, une conscience de gauche, vient ainsi en 1955 y saluer « l'œuvre immense accomplie en quarante mois », « où tout est amorcé de ce qui a été ajouté par la suite à l'édifice ». Si dans le pays les « rues Jules Ferry » sont moins nombreuses que les « boulevards Gambetta », il existe une abondance d'écoles et de collèges « Jules Ferry ». Le nom du Vosgien n'est pas oublié et, à un sondage de 1999, sur la question « Quels sont les personnages pour lesquels vous avez le plus de

sympathie ? », il obtient même le cinquième rang, alors que Gambetta n'est même pas cité.

Ses effigies ont plutôt bien résisté. Certes les Vietnamiens intransigeants ont abattu celle de Haiphong et les Tunisiens plus diplomates ont refoulé la leur dans le jardin d'un musée. Mais celle de Saint Dié a survécu en novembre 1944 au tragique incendie qu'avait allumé l'occupant allemand en retraite. Demeurée intacte au milieu des ruines, elle a été transférée lors de la reconstruction en face de la mairie, dans une position d'honneur. Celle des Tuileries, au cœur de la capitale, demeure un site privilégié pour les commémorations : ainsi le président Hollande a marqué devant elle un arrêt symbolique quand il a pris ses fonctions.

Car Jules Ferry est souvent glorifié comme le créateur de l'école « gratuite, laïque et obligatoire ». À ce sujet, notre savant confrère, le recteur Christian Nique, avait présenté à notre compagnie en 2005 une évaluation fouillée et critique. Il estimait d'abord cette attribution de la formule « profondément injuste pour d'autres grands personnages de notre histoire collective qui soit ont contribué à la concevoir (comme Condorcet) soit ont contribué à la réaliser (comme Guizot) ». Il montrait aussi que les lois introduites par Jules Ferry restaient incomplètes et que le programme a été achevé par d'autres ministres, tels Paul Bert et Goblet. Pour conclure, il soulignait qu'en Ferry coexistaient « un positiviste », « un républicain modéré », « un antisocialiste », et « un concordataire ». Je viens de relire ce texte fortement argumenté et j'y adhère pour une large part. Je relèverai seulement que Jules Ferry a lui-même rendu hommage à ses prédécesseurs et d'autre part que, pris entre l'opposition à droite et la surenchère à gauche, il a bien dû consentir par pragmatisme des aménagements et des délais sur son programme. Et je conviens volontiers que son action a été postérieurement transfigurée en un véritable « mythe », notamment par Albert Bayet sous la Quatrième République.

D'autre part, cet éloge dithyrambique de l'œuvre scolaire se double en général aujourd'hui d'un désaveu radical de l'œuvre coloniale. Pierre Mendès-France acceptait encore celle-ci, « pourvu », disait-il, que l'on prolonge dans l'évolution, comme il l'eût fait évidemment, les solutions auxquelles il s'était arrêté ». Évaluation positive, que la décolonisation des années 1960 a totalement inversée. Une récente émission télévisée, *Duels*, a fait revivre dans cet esprit la polémique livrée jadis par Clemenceau contre Ferry (en ne concédant à Gambetta qu'une apparition fugitive).

Personnellement j'ai fait une expérience significative lorsque la loge maçonnique de Saint Dié m'a fait l'honneur de m'inviter « en tenue blanche fermée » à présenter l'esprit de son action politique. Sous des rites formalistes, j'ai observé et apprécié une organisation des échanges qui assure la parole à chacun des membres, sans qu'aucun ne l'accapare. Or mes auditeurs considéraient unanimement que l'expansion outre-mer contredisait les valeurs fondamentales de la République. Sachant comme les francs-maçons alimentent leur dialogue de la méditation sur des symboles, je les ai alors invités à aller contempler le monument proche d'eux dans leur ville.

Sa sémiologie illustre en effet les deux motivations de l'action coloniale qu'ont menée avec Gambetta et Ferry les républicains du courant dit « opportuniste » : d'une part la volonté de rendre son rang à la patrie humiliée et mutilée par la défaite de 1870, d'autre part la conviction d'exercer outre-mer une mission éducatrice. Cette fière assurance de détenir une supériorité culturelle sur des traditions exotiques archaïques est dans l'air du temps, qui module alors les mentalités en Europe. Dans le climat postcolonial que nous vivons, nous nous flattons volontiers d'avoir révisé pour notre part nos penchants impérialistes, mais, envers les dirigeants du passé, gardons-nous de l'anachronisme de condamnations trop simplificatrices.